



Tant vaut le village,
tant vaut le pays

Rapport annuel 2005



SOLIDARITÉ
RURALE
DU QUÉBEC





Table des matières

Le mot du président	5
Le mot du vice-président	6
Le mot du secrétaire général	7
Le portrait de famille	9
Les membres réguliers	
Les membres associés corporatifs et individuels	
Les groupes en lien ou militants	
Les amis	
L'organisation	11
Le conseil d'administration et le comité exécutif	
Les membres du personnel	
Le financement	
La recherche	13
Les dossiers	13
La décentralisation	
La reconversion des territoires ruraux	
La migration et le développement rural	
Les dossiers de veille sur la ruralité	
Les positions	14
La politique énergétique	
L'énergie éolienne	
Le développement durable	
Les pactes ruraux	
Le mode de scrutin	
Le dossier terroir	
Le réseau des agents	19
Les services-conseils et la formation	
Les activités et événements	21
La Foire des villages	21
Un projet à exporter	
Participation et échanges internationaux	22
Les échanges	23
Les représentations	25
Les communications	28
<i>Les Pages vertes</i>	
Le bulletin <i>Québec rural</i>	
La veille médias	
Le site Internet	
Le centre de documentation	
Les titres les plus en demande	29
À surveiller en 2006	31



Message du président

Gonflés à bloc

En 2005, Solidarité rurale du Québec a hissé les voiles et le vent s'est levé. D'abord, **le vent de la solidarité**. En faisant traîner indûment les négociations pour le renouvellement de notre entente à titre d'instance-conseil, le gouvernement du Québec nous a non seulement ralentis dans notre progression, mais il a mis en danger certaines de nos fonctions. Nous avons alors fait appel à nos membres et partenaires. Leur réaction en fut une d'appui, un appui extrêmement positif et qui ne s'est pas fait attendre.

Comme au temps des États généraux du monde rural, de partout sur le territoire, des appels aux politiciens ont été faits, des lettres d'appui ont été envoyées, des courriels, ces missives des temps modernes, ont envahi les ordinateurs gouvernementaux... Tant les organismes que les membres individuels se sont ainsi fait entendre avec force. Cela nous a fait chaud au cœur et a permis la conclusion de l'entente d'instance-conseil de SRQ. Mais, en les remerciant, je souligne qu'il faudra toujours demeurer vigilant et ne pas baisser la garde, car une coalition, par définition, doit constamment faire la preuve de son incontournable nécessité, surtout face à des gouvernements dont elle met en question les décisions.

Puis, **le vent du changement**. Ainsi, en 2005, nous avons complété les transformations essentielles visant à ce que notre coalition passe à l'âge adulte. À l'image de la ruralité québécoise, nous avons changé et nous sommes maintenant d'attaque pour poursuivre avec une énergie renouvelée notre œuvre de recherche, de formation, d'information, de revendication, de vigie et de soutien aux projets des ruraux.

Avec le printemps 2005, nous est arrivé non pas une hirondelle, mais un nouveau secrétaire général. Il s'agit de Cherkaoui Ferdous, qui était auparavant directeur général du Conseil de



l'agriculture et de l'agroalimentaire pour le développement de la région de Québec (CAADRQ), une table régionale de concertation permanente sur ces questions. Après analyse, il a proposé des changements au sein de l'équipe de SRQ, qui se sont traduits par l'arrivée de trois nouvelles ressources et l'apport de consultants externes. Des personnes ont quitté et le recrutement d'un dernier chercheur s'achève. C'est donc une organisation renouvelée, forte de l'expérience des anciens et de la fraîcheur des nouveaux qui s'est mise au travail avec enthousiasme et un engagement sincère envers la ruralité et le développement du Québec.

Enfin, **le vent de l'action**. Au cours de l'année, nous avons fait avancer nos travaux sur la reconversion, réalisé une recherche majeure sur les migrations villes-campagnes et tenu un atelier sur ce thème à l'occasion de la troisième édition de la Foire des villages. Nous avons également finalisé l'ouvrage collectif sur la décentralisation que nous avons assorti d'un plaidoyer de la coalition en faveur d'une décentralisation démocratique.

Nous avons poursuivi les revendications dans le dossier des appellations réservées pour qu'enfin les terroirs québécois et leurs artisans soient adéquatement protégés et soutenus. De commission parlementaire en projet de loi reformulé, nous avons tenu la ligne de la qualité, des savoir-faire artisanaux, de l'unicité et de l'authenticité. Je n'ose prédire d'issue, mais je mise sur les engagements ministériels et la seule certitude qui m'anime est celle d'avoir, plutôt deux fois qu'une, porté le message de cette indispensable pan de la vie rurale.

Nous avons aussi continué à revendiquer une véritable décentralisation démocratique au niveau de la gouvernance locale, notamment avec l'élection du préfet de MRC au suffrage universel, et nous avons pris position sur le développement durable, sur celui des forêts ainsi que sur le secteur énergétique. Bref, nous avons été présents lors de tous les débats qui interpellent les ruraux.

Je remercie l'équipe de la permanence de son engagement et de la qualité de son travail. Je m'en voudrais de ne pas saluer de manière toute spéciale la contribution extraordinaire, soutenue et constante des membres du comité exécutif et du conseil d'administration. Sans leur apport entièrement bénévole, la Coalition ne pourrait en faire autant, ni être aussi représentative. À tous, mes remerciements et ma gratitude les plus sincères.

Jacques Proulx
Président

Message du vice-président

L'après intérim

Après avoir tenu le fort pendant les trois premiers mois de l'année, mars 2005 mettait fin à mon mandat de secrétaire général par intérim et j'ai passé le flambeau à un nouveau secrétaire général, Cherkaoui Ferdous. Une transition qui s'est effectuée en douceur et en simplicité.

Reprenant mon rôle de vice-président responsable des finances, cette année a été particulièrement difficile à ficeler au chapitre des finances. L'entente SRQ-Québec, négociée tout au long de l'année et entérinée uniquement à la fin de l'année, a obligé la Coalition à annuler ou différer certaines activités tout en jonglant avec les difficultés que cela comporte. Faire et refaire le budget a été chose courante durant cette année.

Malgré ces délais inacceptables pour le développement du monde rural, mais surtout grâce à une gestion très serrée du secrétaire général M. Ferdous, celui-ci nous a permis de franchir une autre étape et de bien terminer l'année.

C'est donc en portant le flambeau bien haut, que Solidarité rurale du Québec continue de mener à bien sa mission de coalition et d'instance-conseil. Et je souhaite être encore des vôtres pour poursuivre le travail.



A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean-Pierre Fournier'.

Jean-Pierre Fournier
Vice-président, responsable des finances



Le mot du secrétaire général

Agir dans la transition

Transition serait sans doute le signe qui aura marqué l'année 2005 dans la vie de notre coalition. Et comme toute transition, l'année a amené son lot de changements et d'incertitudes, des ingrédients qui peuvent ébranler voire compromettre l'avenir de bien des organisations. Mais dans le cas d'une coalition comme la nôtre, riche de ses 15 ans de travail acharné, de réflexions et de prises de position, la situation a eu un effet somme toute bénéfique de renforcement et d'enracinement.

Ainsi, nous avons parachevé la recherche sur la reconversion économique des territoires ruraux avec le dépôt d'un rapport de recherche et la production de guides destinés aux intervenants des communautés rurales. La recherche sur la décentralisation a été enrichie par l'apport d'auteurs et spécialistes et par une mise à jour de la réflexion entamée par la coalition depuis des années. La recherche sur la migration s'est poursuivie avec une imposante revue de littérature et des enquêtes terrain, les premiers résultats sous forme de trois études de cas ont été diffusés, et un atelier sur le sujet a eu lieu dans le cadre de la Foire des villages. Cet important rendez-vous des MRC rurales au cœur de Montréal a connu un succès à sa troisième édition sous la responsabilité de Jean-Pierre Fournier qui assurait l'intérim au poste de secrétaire général au moment de la tenue de cet événement.



La transition signifie également de nouvelles orientations, dont celles de renforcer SRQ comme lieu de réflexion et de mobilisation, de consolider notre coalition et de mettre à jour nos outils pour répondre aux besoins et anticiper les enjeux émergents. Ces efforts seront dirigés pour le renouvellement de la *Politique nationale de la ruralité* dans une optique de renforcement de la gouvernance locale et de la prise en charge.

La transition signifie un nouvel élan à partir des bases et des fondements sur lesquels repose le travail de SRQ. À cet égard, force est d'admettre la solidité de ces fondements et la vision d'avant-garde qui les sous-tend depuis les débuts de notre coalition, depuis la Déclaration du monde rural. Je tiens à souligner cet héritage qui s'est consolidé au fil des ans par une approche novatrice et ouverte sur le monde qui fait la notoriété de SRQ. Une réputation acquise grâce au travail colossal et acharné du personnel ainsi qu'à la générosité et à la conviction des administrateurs.

Sans ces fondements et cet enracinement, les travaux de SRQ et ses prises de position n'auraient pu avoir le rayonnement dont ils jouissent aujourd'hui. Le contexte de globalisation, le phénomène nouveau et complexe de la néoruralité, les nouvelles technologies et le défi démographique nous imposent de mettre à jour nos outils. Il nous faut réfléchir avec la même conviction en cette capacité de se prendre en charge pour renverser des tendances, et proposer un refus de la fatalité aussi fort que lors des États généraux du monde rural en 1991.

Cherkaoui Ferdous
Secrétaire général



Le portrait de famille

Créée en 1991 pour assurer le suivi des États généraux du monde rural, Solidarité rurale du Québec (SRQ) a pour mission de promouvoir la revitalisation et le développement du monde rural, de ses villages et de ses communautés, de manière à renverser le mouvement de déclin et de déstructuration des campagnes québécoises. SRQ est une coalition d'organismes nationaux et de membres associés corporatifs et individuels.

Membres réguliers

Assemblée des évêques du Québec
Association des CLD du Québec
Association des CLSC et CHSLD du Québec
Centrale des syndicats du Québec
Fédération des caisses Desjardins du Québec
Confédération des syndicats nationaux
Fédération des cégeps
Fédération des commissions scolaires du Québec
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
Fédération québécoise des municipalités
La Coop fédérée
Les Cercles des fermières du Québec
Ordre des agronomes du Québec
Réseau des SADC du Québec
Réseau québécois de Villes et Villages en santé
Union des producteurs agricoles

Membres associés corporatifs

Association des propriétaires d'autobus du Québec
Canton de Saint-Camille
CLD de la MRC d'Asbestos
CLD de la MRC de Coaticook
CLD de la MRC du Granit
CLD Pontiac
Corporation de gestion des Marchés publics de Montréal
Équiterre
Fédération des producteurs de bois du Québec
Fondation de la faune du Québec
Fonds de la FTQ
MRC Charlevoix-Est
MRC d'Acton
MRC d'Antoine-Labelle
MRC d'Arthabaska
MRC d'Asbestos
MRC d'Avignon
MRC d'Autray
MRC de Kamouraska
MRC de la Haute-Yamaska
MRC de La Nouvelle-Beauce
MRC de la Vallée-de-la-Gatineau

MRC de L'Assomption
MRC de Lotbinière
MRC de Maskinongé
MRC de Minganie
MRC de Portneuf
MRC de Rouville
MRC Des Chenaux
MRC des Maskoutains
MRC Domaine-du-Roy
MRC du Granit
MRC Lac-Saint-Jean-Est
MRC Montcalm
MRC Robert Cliche
Municipalité de Calixa-Lavallée
Municipalité de Portneuf-sur-Mer
Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Beauce
Municipalité de Sainte-Émélie-de-l'Énergie
Municipalité de Sainte-Monique
Municipalité de Saint-Prime
Municipalité de Saint-Raphaël
Municipalité d'Yamachiche
Réseau Biblio du Québec
Regroupement des sociétés d'aménagement forestier du Québec
UQAT - Chaire Desjardins en développement des petites collectivités

Ainsi que de 40 membres associés individuels

Groupes en lien ou Groupes militants

Coalition Urgence rurale Bas Saint-Laurent
Solidarité rurale Abitibi-Témiscamingue

Amis de Solidarité rurale du Québec

Denise Beaudoin, Députée de Mirabel
Stéphane Bergeron, Député de Verchères
Noëlla Champagne, Députée de Champlain
Jean-Pierre Charbonneau, Député de Borduas
Jean Charest, Premier ministre
Jacques Côté, Député de Dubuc
Diane Leblanc, Députée de Beauce-Sud
Pauline Marois, Députée de Taillon
Sylvie Roy, Députée de Lotbinière
Stéphan Tremblay, Député de Lac-Saint-Jean
Dominique Vien, Députée de Bellechasse



L'organisation

Le conseil d'administration et le comité exécutif

Solidarité rurale du Québec (SRQ) est dirigée par un conseil d'administration composé des membres représentant chaque groupe, soit de chacun des membres réguliers, auxquels s'ajoutent quatre représentants des membres associés corporatifs et individuels et trois des groupes militants.

La gestion courante de la coalition est assurée par un comité exécutif de sept membres choisis et nommés par le conseil d'administration dont le mandat est d'une durée de deux ans.

En 2005, le comité exécutif était composé de:

Michel Belzil, Fédération québécoise des municipalités;

Claire Bolduc, Ordre des agronomes du Québec;

Jean-Pierre Fournier, vice-président aux finances, Association des CLSC et CHSLD du Québec;

Claude Marchesseault, Fédération des caisses Desjardins du Québec;

Frédéric Paré, représentant des membres associés;

Laurent Pellerin, Union des producteurs agricoles;

Jacques Proulx, président, représentant des membres associés;

Lawrence Desrosiers, observateur du ministère des Affaires municipales et des Régions.

Le conseil d'administration et le comité exécutif sont dirigés par un président et un vice-président élus tous deux par l'assemblée générale. Les mandats à la présidence et à la vice-présidence sont également de deux ans.

Les réunions

L'assemblée générale annuelle s'est tenue le 18 mars 2005 à Québec.

Le conseil d'administration s'est réuni le 18 mars à Québec, le 30 août à Bécancour et le 22 novembre à Nicolet. Une réunion téléphonique a eu lieu le 11 octobre 2005.

Pour leur part, les membres du comité exécutif ont tenu des réunions le 3 février à Montréal, les 16 février, 7 juin et 2 novembre à Nicolet, de même que le 30 août à Bécancour. Des réunions téléphoniques ont également eu lieu les 31 mars, 18 mai, 13 septembre et 6 octobre 2005.

Participation aux réunions du comité exécutif

Nom	3 février	16 février	31 mars	18 mai	7 juin	30 août	13 septembre	6 octobre	2 novembre
Type de réunion	régulière	régulière	par téléphone	par téléphone	régulière	régulière	par téléphone	par téléphone	régulière
Michel Belzil	•	•			•	•	•	•	
Jean-Yves Deladurantaye	•	•	remplacé						
Claire Bolduc	•	•	•	•		•	•	•	•
Jean-Pierre Fournier	•	•	•	•	•	•		•	•
Claude Marchesseault	•	•	•	•	•	•			•
Frédéric Paré			élu	•	•	•	•	•	•
Laurent Pellerin			•	•	•		•		
Jacques Proulx	•	•	•	•	•	•	•	•	•
Lawrence Desrosiers	observateur								

Les membres du personnel

Tout au long de l'année 2005, l'équipe de Solidarité rurale du Québec a connu des départs et des arrivées.

Jean-Pierre Fournier, vice-président, a assumé l'intérim au poste de secrétaire général jusqu'en mars. Depuis avril, Cherkaoui Ferdous occupe ce poste.

Sylvie Bellerose est arrivée en août et occupe le poste de conseillère en développement stratégique des territoires. Elle s'occupe entre autres des activités de formation et de réseautage des agents de développement rural.

Marie-Lou Ouellet, chargée de projets, est entrée en fonction à la mi-juillet. Elle s'occupe entre autres de la stratégie de SRQ en matière de migration et de néoruralité.

Martine Thibeault, responsable de la gestion documentaire, occupait simultanément le poste de secrétaire jusqu'en août 2005. Depuis, la fonction de secrétaire est assumée par Manon Daigneault.

Lorraine Côté, secrétaire administrative, est également chargée du répertoire d'innovations rurales *Les Pages vertes*.

Jean Des Lauriers, chercheur, s'occupe des dossiers politiques, sociaux et culturels, plus particulièrement de gouvernance locale, de décentralisation et de services de proximité.

Parmi ceux qui nous ont quitté, il y a Louise St-Cyr, chargée de projets, ainsi qu'Éric Martel, conseiller en développement rural et chargé de formation. Tous deux ont été en poste jusqu'à la fin juin. Robert Fournier, chercheur, est parti en septembre 2005.

Le poste de coordonnateur des communications est toujours vacant.

Le financement

Solidarité rurale du Québec est une coalition d'organismes nationaux et de membres associés corporatifs et individuels. Les cotisations des membres et les nombreux appuis ajoutés aux revenus générés par les activités autonomes assurent annuellement 15 % du financement de l'organisme.

Les subventions accordées par le gouvernement du Québec pour la fonction d'instance-conseil de l'organisme de même que pour les activités de formation et de réseautage des agents de développement rural ont compté pour 65 % des revenus.

Agriculture et Agroalimentaire Canada de même que Développement économique Canada ont financé des projets de recherche pour compléter l'ensemble des revenus de SRQ.



L'équipe de Solidarité rurale du Québec

Installée dans les bureaux de Solidarité rurale à Nicolet, en 2005, l'équipe de la permanence se composait notamment de Lorraine Côté, Jean Des Lauriers, Sylvie Bellerose (à l'avant) et de Marie-Lou Ouellet, Cherkaoui Ferdous et Martine Thibeault.



La recherche

Les activités du service de la recherche de Solidarité rurale du Québec se traduisent par la recherche, évidemment, mais également par la synthèse d'informations existantes et par la production de nouvelles informations sur des sujets d'importance pour la ruralité québécoise. L'équipe travaille sur différents dossiers, en rédigeant des mémoires, des articles, des avis ou des analyses et en assumant des tâches de représentations lors de divers événements qui intéressent la coalition. Les chercheurs prennent également en charge certains dossiers de veille sur la ruralité et contribuent au développement du Centre de documentation.

Les dossiers

La décentralisation

En 2005, SRQ a poursuivi son travail sur la décentralisation qui avait commencé à l'automne 2004. Cette recherche arrive à terme avec la publication du livre *Pour une décentralisation démocratique* qui propose différentes lectures de la décentralisation. Alors que celle-ci jouit d'une attention renouvelée, tant au Québec qu'ailleurs dans le monde, et face à la multiplication des discours sur le sujet, SRQ a jugé opportun de réfléchir sur les fondements et la pertinence du projet de décentralisation dans le contexte du Québec d'aujourd'hui.

L'ouvrage fait valoir des points de vue différents et des angles d'approches variés, notamment en regard des dimensions politique, sociale, économique et culturelle de la décentralisation. Pour ce faire, SRQ a fait appel à la collaboration d'auteurs de renom dont la contribution éclaire et enrichit le débat actuel. Il s'agit de: Gil Courtemanche, Diane-Gabrielle Tremblay, Bernard Vachon, Riccardo Petrella, Vincent Lemieux, Jean Des Lauriers et Gilles Paquet qui signe la postface.

L'ouvrage sera publié en 2006 aux Presses de l'Université Laval et en marge de sa réalisation, SRQ mettra à jour sa réflexion et adoptera un plaidoyer sur la question, lequel sera publié en même temps que le livre.

La reconversion des territoires ruraux

En 2005, la coalition a complété une recherche sur la reconversion économique des territoires ruraux qui avait pour objectif de comprendre, vulgariser et inspirer des reconversions territoriales réussies. Pour ce faire, SRQ a d'abord réalisé une revue de littérature pour ensuite interroger et analyser le parcours de six communautés qui, au cours des ans, ont fait face à des fermetures et ont entrepris, chacune à leur manière, un processus de reconversion. L'analyse a pu démontrer l'omniprésence de facteurs de réussite d'une reconversion territoriale durable.

Des six situations, deux ont été retenues comme exemple, celles de Lac Mégantic en Estrie et Sainte-Anne de la Pérade en Mauricie. Les résultats de cette recherche ont conduit à la publication d'un guide d'accompagnement dédié aux acteurs sur le terrain. *Reconversion des territoires ruraux : agir ou réagir?* constitue le 7^e fascicule de la série Réflexion. Le sujet fera l'objet d'un atelier lors de la prochaine formation nationale des agents de développement rural.

La migration et le développement rural

Au cours de l'année 2004, SRQ a entrepris une vaste recherche portant sur les migrations d'urbains en milieu rural. Celle-ci s'est poursuivie tout au long de l'année 2005. Elle vise à la fois à mieux comprendre le phénomène des migrations en milieu rural et à appuyer les communautés dans leurs démarches d'accueil et d'intégration des néoruraux. C'est dans cette optique que seront publiées deux brochures qui prendront la forme de guides et constitueront des outils destinés aux migrants potentiels et aux communautés d'accueil.

La recherche comporte quatre volets principaux :

- une analyse de contenu des articles concernant les migrations, les néoruraux et les communautés d'accueil publiés par la presse écrite québécoise en 2004;
- une synthèse analytique des recherches pertinentes réalisées au Québec et dans un ensemble de pays occidentaux;
- des entrevues en profondeur menées auprès d'un échantillon de néoruraux;
- une enquête réalisée auprès des représentants des communautés d'accueil.

Les résultats concernant l'analyse de contenu des articles ont fait l'objet d'un atelier lors de la Foire des villages 2005. De plus, SRQ a publié sur son site Internet trois études de cas révélatrices des impacts des mouvements migratoires dans différents territoires du Québec :

- Les Cerfs d'Alexis : Du goût de l'aventure... à la création d'une entreprise agroalimentaire;
- St-Adrien-de-Ham : Deux générations de néoruraux participent à la définition de la micro-économie locale;
- Sainte-Clotilde-de-Beauce : L'école maintenue ouverte grâce à 15 familles immigrantes recrutées et appuyées par la municipalité.

Le projet de recherche se terminera en mars 2006 et SRQ mettra à profit ses résultats pour renouveler son approche en matière de migration et de nouvelle ruralité.

Les dossiers de veille sur la ruralité

Pour contribuer à la réalisation de la mission de SRQ qui est de promouvoir la revitalisation et le développement du monde rural, le service de la recherche est attentif aux nouvelles idées et s'applique à reconnaître les initiatives qui marquent le dynamisme du monde rural en faisant ressortir ses caractères particuliers.

Des veilles sur les produits du terroir de même que sur le transport collectif, les petites écoles ou sur les différentes initiatives locales en milieu rural se sont donc poursuivies en 2005 afin de tenir compte du potentiel des ruraux et de souligner la vitalité de leur milieu. En parallèle, SRQ demeure vigilante en regard des orientations politiques qui peuvent, de près ou de loin, avoir des incidences sur le développement du monde rural. En ce sens, des veilles sur les initiatives gouvernementales qui touchent la ruralité demeurent une priorité afin de s'assurer que les autorités politiques ne perdent pas de vue que le développement du Québec passe par le développement de ses territoires.

Les positions de SRQ

La politique énergétique

Le 14 février, SRQ rendait publique sa déclaration sur la politique énergétique adoptée en marge de la consultation générale sur l'avenir du secteur énergétique au Québec. Cette déclaration, intitulée *Le secteur énergétique au Québec : mettre de l'énergie dans le développement des territoires*, a été déposée à la Commission de l'économie et du travail. En s'appuyant sur les principes qu'elle défend pour la sauvegarde et la revitalisation des milieux ruraux, SRQ a mis en perspective les enjeux de la politique énergétique pour le développement rural.

Pour la coalition, c'est le développement global des territoires et la confiance que l'on doit accorder aux gens qui les habitent, qui doit constituer le fondement d'une nouvelle stratégie énergétique et guider toute la réflexion qui l'entoure. Il est clair que le débat sur la politique énergétique soulève des enjeux vitaux pour le développement des territoires non centraux. L'exploitation des ressources naturelles a des effets directs sur la santé de ces territoires et des milieux de vie qu'ils représentent, de même que sur la santé du monde rural en général.

La déclaration adoptée par SRQ réitère que le développement économique n'a de sens que s'il prend en considération la société dans sa globalité. Le développement et l'exploitation des ressources doivent tenir compte des dimensions sociale, culturelle, démographique et territoriale des régions où elles sont puisées et des effets à long terme que ce développement doit avoir sur les communautés rurales.

L'énergie éolienne

Fin 2005, Hydro-Québec a lancé son appel d'offres concernant un second bloc d'énergie éolienne de 2 000 mégawatts (MW). Le gouvernement du Québec avait publié le 10 août dernier un projet de règlement relatif à cet appel d'offres qui a suscité plusieurs réactions et interventions de la part de différents groupes.

L'installation des 2 000 MW représente des investissements d'environ 3,4 milliards \$ et des revenus potentiels de 433 M \$ par année, mais il est démontré que le modèle actuel ne génère que des miettes pour les communautés, tant en termes de revenus que d'emplois. Il est donc stratégique que les règles qui seront retenues dans l'appel d'offres favorisent les projets qui ont un apport économique pour les communautés et qui s'harmonisent avec leur développement.

SRQ est donc intervenue auprès du gouvernement pour demander la mise en place de règles visant la maximisation des retombées de la filière éolienne pour les territoires ruraux, tout en s'inscrivant dans une démarche de développement durable des territoires. La Coalition considère que la filière éolienne présente un potentiel pour le développement des communautés rurales et leur diversification économique. L'ouverture de ce second bloc qui fait plus largement appel aux différentes régions du Québec présentant un potentiel en la matière, constitue un choix judicieux.

À cet égard, des projets de nature communautaire peuvent être encouragés, car au-delà des redevances, ce sont les revenus des projets éoliens comme tels qui représentent un apport récurrent et substantiel pour les communautés. L'expérience danoise est assez éloquente à ce sujet.



Consciente de ces enjeux à moyen et long terme, SRQ a formulé quatre recommandations :

- qu'un quota minimum de 500MW soit réservé à des projets collectifs issus de la communauté;
- que ce quota soit réellement accessible aux communautés rurales ou à des regroupements ayant un projet concerté pour leur territoire;
- que le critère de contenu régional puisse être valorisé par une pondération qui rend déterminant le choix des projets;
- que le critère sur *l'apport du projet au développement économique des communautés locales et autochtones* soit bonifié par une notion d'aménagement intégré du territoire appuyé par une méthodologie reconnue par les instances du milieu.

À noter que cet appel d'offres prévoit un échéancier de mise en production s'étalant sur 5 ans, soit de 2009 à 2013.

Le développement durable

Le 19 mai, SRQ remettait son mémoire sur le Plan de développement durable au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Thomas J. Mulcair. Ce mémoire, intitulé *Développement durable et approche territoriale : pour une occupation durable des territoires*, propose un certain nombre de recommandations qui touchent à différents aspects de la question et, surtout, à l'approche et à la vision qui soutiennent l'ensemble de la démarche proposée par le gouvernement du Québec.

Dans ce mémoire, SRQ recevait positivement l'idée d'une politique de développement durable transversale qui définit le développement en tenant compte de ses dimensions environnementale, sociale et économique, et qui affirme la place centrale de l'être humain dans les préoccupations de développement. La coalition s'était réjouie que le gouvernement du Québec prenne l'initiative d'harmoniser les principes du développement avec les grands accords internationaux, de même qu'avec les efforts et les travaux déjà accomplis ailleurs dans le monde, compte tenu des liens évidents en cette matière entre les niveaux local, national et mondial. Elle demandait par contre que la démarche, liée au plan de développement durable et à la stratégie qui en découle, s'appuie sur une vision solide du développement territorial.

En outre, concernant la participation des communautés aux initiatives de développement durable, SRQ soutenait qu'il fallait aller plus loin que la simple consultation des citoyens et des groupes intéressés. Sans mécanismes permettant la participation active des citoyens et la concertation avec les acteurs du milieu, toute politique de développement durable est vouée à l'échec. La coalition demandait donc que le plan durable de développement favorise les initiatives locales et l'engagement des communautés

à travers toutes les étapes du processus de développement, de la planification et de la mise en œuvre des stratégies jusqu'à l'évaluation des résultats.

De plus, SRQ faisait appel à une plus grande cohérence des politiques gouvernementales. À ce sujet, elle demandait que la politique de développement durable s'inscrive de façon plus articulée au sein de la démarche de décentralisation dans laquelle le gouvernement s'est placé et rende compte d'une nouvelle forme de gouvernance qui permette la maîtrise de leviers décisionnels locaux renforcés. Les impératifs de développement demandent en effet une plus grande cohérence dans le partage des compétences et des ressources en matière de développement durable.

Les pactes ruraux

Le pacte rural est une importante mesure contenue dans la *Politique nationale de la ruralité*. Cette mesure consiste en une entente formelle entre le gouvernement et la MRC ciblée, dont l'objectif est de soutenir et de renforcer le développement des milieux ruraux de son territoire. Présenté comme une « véritable corvée de développement », le pacte rural est un « dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de ses potentiels ».

C'est bien là toute l'importance et l'originalité de cette mesure qui se fonde sur la mise en valeur de tous les potentiels de développement locaux et sur la spécificité des milieux. Elle se fonde également sur l'engagement des citoyens et la participation de tous les acteurs du milieu dans le développement de leur communauté, de même que sur la responsabilisation des acteurs locaux dans l'identification des conditions propices au développement de leur communauté. Il s'agit donc d'une mesure qui permet l'expression de la dynamique locale et qui favorise la mise sur pied d'initiatives de développement et de prise en charge sur le terrain.

Au cours de l'année, SRQ est intervenue à maintes reprises afin de s'assurer que ces mesures soient reconduites et renforcées lorsque le terme de cinq ans établi pour la durée des pactes arrivera à échéance en 2007. Car en définitive, les pactes ruraux, par leurs caractéristiques propres et les principes qu'ils sous-tendent, sont des mesures qui participent aux efforts déployés pour la revitalisation et le développement du monde rural.

Le mode de scrutin

Le 20 décembre, SRQ déposait son mémoire sur l'avant-projet de loi sur la *Loi électorale* à la Commission spéciale mise sur pied quelques mois auparavant. Ce mémoire, intitulé *La réforme du mode de scrutin : pour une représentation populaire et territoriale équilibrée*, soulignait que SRQ adhère à la nécessité d'une réforme du système électoral et soutient qu'un mode de scrutin mixte constitue un compromis acceptable pour pallier les distorsions du mode de scrutin actuel.

Cependant, la réforme proposée par le gouvernement du Québec, bien que louable dans ses principes, comporte des faiblesses auxquelles il faut remédier pour un meilleur équilibre entre représentation territoriale et représentation populaire.

Pour ce faire, le découpage territorial doit tenir compte des particularités du Québec et de l'occupation de son territoire en privilégiant le maintien de l'équilibre de représentation entre les territoires et de leur poids respectif. Ce découpage devrait respecter les réalités territoriales des MRC parce que celles-ci correspondent à un territoire d'appartenance et d'identification, constituent un élément de la gouvernance locale et représentent des unités territoriales dont les réalités naturelles, démographiques et socio-économiques sont bien définies. De plus, le nouveau mode de scrutin ne devrait permettre qu'un seul niveau de représentation territoriale et rejeter le découpage en district qui viendrait se superposer aux circonscriptions et créer deux catégories de députés, sans renforcer la représentation territoriale.

Par ailleurs, il est nécessaire que le nouveau mode de scrutin introduise des éléments du modèle proportionnel compensatoire à l'échelle nationale (et non pas au niveau des districts) afin de corriger les distorsions induites par le mode de scrutin majoritaire et de rendre plus effective la représentation de la diversité des tendances politiques. Finalement, la réforme doit encourager l'expression de la diversité politique dans tout le Québec par des mécanismes amenant les partis à présenter des candidats dans presque toutes les circonscriptions pour pouvoir bénéficier de la compensation.

Le choix d'un mode de scrutin repose sur des principes qui reflètent la culture politique d'une nation et doit faire l'objet d'une large adhésion de sa population. Il y va de la légitimité des institutions politiques. Le mode de scrutin approprié pour la diversité politique et la pluralité des composantes régionales du Québec exige de rendre compte d'une représentation populaire et territoriale équilibrée.

Élection du préfet

Au cours de l'année, SRQ est intervenue plusieurs fois en faveur de l'élection des préfets au suffrage universel. L'élection du préfet viendrait renforcer le caractère démocratique des MRC et créerait un lieu de décentralisation légitime et responsable envers la population. Ce lieu privilégié de décentralisation, en s'appuyant sur une nouvelle légitimité démocratique, serait plus à même de s'attaquer au développement à l'échelle du territoire.

SRQ est ainsi intervenue auprès de la ministre des Affaires municipales et des Régions, Nathalie Normandeau, pour demander la mise en place de règles favorisant l'élection des préfets lors des élections municipales d'octobre 2005. Les mesures incitatives que le gouvernement a proposées n'ont pas donné de résultats, puisqu'une seule MRC s'en est prévaluée. Une lettre ouverte à ce sujet, signée par le président, a été publiée dans plusieurs médias.

Le dossier terroir

L'année 2005 a été fertile en activités entourant le développement et l'encadrement des produits de terroir. Rappelons-le, l'économie des terroirs constitue une préoccupation majeure pour Solidarité rurale du Québec. Pour la coalition, les appellations représentent un formidable outil de développement durable des territoires. Les terroirs révèlent en effet un fort potentiel de renouvellement de l'économie des territoires par la mise en valeur des savoir-faire locaux, la diversification des activités et la dynamisation de la ruralité. Cet apport est par ailleurs spécialement reconnu sur la scène internationale si bien qu'un nombre croissant de pays utilisent les appellations pour démarquer les produits spécifiques dans l'environnement commercial global. Toutefois, en dépit des avancées sur la scène internationale, la situation du Québec demeure mitigée.

En 2005, le gouvernement du Québec n'a pas reconduit la *Mesure de soutien au développement des produits du terroir*, la seule mesure mettant en valeur les ressources, les traditions et le savoir-faire rural. Pourtant l'évaluation du programme mené par le ministère du Développement économique et régional et de la recherche (MDERR) rendue publique en janvier 2005, révélait d'excellents résultats. Le rapport dévoilait que sur les 57 projets soutenus, entre 1998 et 2004, 56 existaient toujours. C'est donc plus de 98 % qui avaient survécu. Plusieurs d'entre eux montraient par ailleurs des résultats étonnants : quatre projets sur dix avaient engendré un chiffre d'affaires supérieur à 100 000 \$ tandis que 20 % de la production était exportée à l'extérieur du Québec. Plus de la moitié des entreprises faisaient alors partie d'une route touristique contribuant ainsi à la notoriété de leur village.



Malgré sa bonne figure, la mesure a été éliminée. Par conséquent, les mandats que s'était vu confier SRQ relativement au secrétariat du comité national de sélection et à la promotion du programme ont pris fin. La coalition est néanmoins demeurée fort active dans le dossier des terroirs. Elle a notamment pris position sur le dossier primordial de l'encadrement des appellations.

Après plusieurs mois d'attente, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) proposait son « Plan d'action pour la mise en valeur des produits régionaux et des produits de niche » qui en juin a mené au dépôt du projet de loi 113 modifiant la *Loi sur les appellations réservées*.

Le 2 septembre, SRQ a présenté son mémoire intitulé *Les appellations : un enjeu de développement durable pour les territoires*, dans lequel elle déplore le manque de protection prévue pour les produits de terroir, la confusion engendrée par un règlement venant se superposer à la loi et formule quatre grandes recommandations:

- le retrait du projet de règlement sur les mentions fermières et artisanales, qui devraient être régies directement par la *Loi sur les appellations réservées* afin d'éviter la confusion et de permettre une véritable harmonisation avec ce qui se fait ailleurs dans le monde;
- que l'utilisation « produits de terroir » soit réservée et protégée en vertu de la loi pour éviter les usurpations;
- que la *Loi sur les appellations réservées* s'applique à l'ensemble des produits de terroir y compris les produits alcoolisés, les produits non agricoles et non alimentaires qui en étaient exclus dans le projet de loi 113;
- le dépôt d'une stratégie gouvernementale globale visant le développement des produits de terroir. Cette stratégie doit sortir du simple cadre sectoriel pour s'inscrire dans une approche intégrée de développement durable des territoires.

La position de la coalition a été en partie retenue, et en décembre 2005, le MAPAQ retirait son projet de *Loi sur les appellations réservées*, pour en présenter un nouveau, le projet de loi 137, *Loi sur les appellations réservées et les termes valorisants*. Dans ce dossier, le gouvernement propose un seul système législatif afin de régir l'ensemble des appellations.

La situation concernant les alcools est éclaircie, par contre, le terme « produit de terroir » n'est pas protégé. En outre, les produits du terroir non alimentaires ne sont pas inclus au titre de produits pouvant se prévaloir d'une appellation. La Coalition est par conséquent fortement déçue de ne pas retrouver dans la loi la protection depuis longtemps exigée pour les produits de terroir dont le terme demeure sujet à usurpation. Enfin, plusieurs questions subsistent concernant les « termes valorisants » et les moyens réels qui seront consacrés au nouveau Conseil d'accréditation. Ces questions seront posées au début de l'année 2006 alors que le nouveau projet de loi devrait être soumis à examen public devant la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.



Le réseau des agents

Les services-conseils et la formation

Les services-conseils de Solidarité rurale du Québec représentent une part importante des interventions quotidiennes de la coalition et sont très appréciés des agents de développement rural du Québec. À ce sujet, l'évaluation de la mesure d'embauche des agents de développement rural du Québec (effectuée en 2004) est éloquent. En fait, 88 % des agents sondés s'estiment satisfaits de l'encadrement reçu par SRQ.

La majorité des interventions se font par téléphone et par courriel. Les sujets abordés varient selon l'expérience des agents et les territoires, ils concernent le plus souvent le développement stratégique des territoires avec des thèmes comme les politiques d'accueil, les outils de mobilisation, les enjeux du développement éolien, les initiatives rurales, les dynamiques de villages, les processus de consultation, le développement durable, etc.

Avec les ans, quatre outils de réseautage ont été développés soit, le Bottin des agents de développement rural, l'Internote rurale, le forum et le Portail de formation continue des agents de développement rural du Québec. Ces outils électroniques permettent aux agents d'échanger des documents et informations. Le Bottin est en fait une banque de données, mise à jour hebdomadairement et facilement accessible sur le site Internet de SRQ alors que l'Internote rurale est un petit bulletin expédié aux agents, via leur courriel. Publié six fois en 2005, il donne de l'information sur des sujets comme l'agrotourisme, les nouveaux programmes de subvention, les mouvements de personnel ou encore des références statistiques. Les agents l'utilisent régulièrement pour communiquer leurs bons coups ou leur questionnement à leurs confrères des autres régions du Québec.

Tableau synthèse des interventions des services-conseils à l'intention des agents de développement rural

Support téléphonique	Environ 205
Support par courriel	Environ 190
Internote rurale (bulletin de liaison)	6 envois
Bottin des agents	Mise à jour hebdomadaire
Portail de la formation des agentes et agents	Moyenne 34 visiteurs / mois
Rencontre régionale avec les agentes et agents	1 rencontre

Formation des agents

Depuis 1998, le ministère des Affaires municipales et des Régions mandate et finance la Coalition afin de former et de soutenir les agents de développement rural dans leur pratique professionnelle quotidienne. En 2004, le programme de formation a connu quelques ajustements. Ces adaptations à la programmation ont été nécessaires compte tenu de la baisse des ressources allouées au protocole d'entente 2003-2005 par rapport aux trois protocoles précédents. Ainsi, le noyau du programme, la formation nationale annuelle, a été conservée, toutefois, les trois formations régionales (itinérantes) ont été remplacées par une Politique d'activités régionales de formation des agents de développement rural du Québec.

Formation nationale

La formule de formation nationale, qui regroupe les agents de tout le Québec, correspond bien aux besoins de réseautage et de formation des agents. Ainsi la formation de Saint-Paulin (14-15 mars 2005) qui avait comme thème *Le dernier cri du développement rural* a suscité la participation de 83 agents.

Depuis février 2002, les formations étaient plutôt orientées vers des thèmes favorisant l'application de la *Politique nationale de la ruralité*. Le programme de la formation nationale de 2005 a cherché à s'éloigner des préoccupations habituelles (animation, planification du changement ou mobilisation, etc.) au profit d'une sélection de sujets d'avant-garde en matière de développement rural.

Formation régionale

La programme d'activités régionales de formation des agents de développement rural n'a pas connu le succès escompté et ce, malgré les nombreuses sollicitations effectuées par le responsable de la formation des agents. Ce programme avait pour objectif d'appuyer techniquement et financièrement des groupes d'agents qui désiraient organiser une formation correspondant aux problématiques spécifiques de leur région. Très peu d'agents ont manifesté de l'intérêt pour ce programme et parmi ceux-ci aucun n'a fait de demande officielle de financement.



Les activités et événements

La Foire des villages, troisième édition

La troisième édition de la Foire des villages a eu lieu à Montréal, au marché Bonsecours, les 4, 5 et 6 février 2005 sous le thème *Pour changer d'air*.

C'est sous le smog recouvrant la ville que les municipalités régionales de comté (MRC) de 14 régions du Québec, s'étaient données rendez-vous afin de convier les urbains à changer d'air ! Pour l'occasion, 53 MRC ont établi pignon sur rue dans l'enceinte du Marché Bonsecours.

L'événement a été inauguré par le premier ministre Jean Charest. Nathalie Normandeau, alors ministre déléguée au Développement économique et au Tourisme était également présente à la cérémonie d'ouverture. La Foire recevait aussi Wayne Easter, secrétaire parlementaire du ministre d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

La Foire des villages a accueilli 4 000 personnes, qui pour l'occasion ont pu «visiter» les MRC à la recherche d'un milieu de vie propice à leur projet. Les visiteurs ont par ailleurs eu accès à plusieurs activités d'animation et d'information dont :

La place des projets qui permettait de choisir parmi plus d'une centaine d'opportunités d'affaires réparties dans les territoires ruraux;

La veillée des cœurs, un événement qui a été une occasion de rencontre pour une centaine de célibataires;

La Place des villages a été un lieu de spectacles à l'intention des artistes régionaux qui ont pu démontrer leurs talents;

La Place des artisans a été un lieu d'exposition pour les artisans qui ont pu étaler leur savoir-faire;

Le Magasin général a proposé des produits agroalimentaires régionaux;

Le Marché public des produits de terroir réunissait des entrepreneurs qui avaient bénéficié de la Mesure de soutien au développement des produits de terroir (aujourd'hui disparue);

La Place des conférences s'est avérée un lieu de sensibilisation sur différents sujets tels que le tourisme, l'agriculture, les produits de niche, l'immigration ou la jeunesse.

L'édition 2005 de La Foire des villages a par ailleurs tenu un **Atelier Migration**, une première, en marge de sa programmation habituelle. Cet événement a attiré plus d'une centaine de participants, la plupart en provenance des communautés rurales, confirmant ainsi leur grand intérêt pour la question. « Il y a longtemps que nous le disions à Solidarité rurale, les questions de migration et d'immigration sont intimement liées et posent dans une même mesure tout le défi de l'accueil et de l'intégration aux communautés. Il s'agit en effet de questions brûlantes d'actualité que nous creuserons davantage en cours d'année, forts des commentaires et expériences échangés avec les participants. Pour nous, la migration est un dossier de niche qui sera en haut de la liste de nos priorités », a indiqué Jacques Proulx, président de SRQ.

Un projet à exporter

La formule de la Foire des villages fait des envieux. C'est pourquoi elle a été sélectionnée dans le cadre du *Programme des modèles de développement rural et du renforcement des capacités des collectivités* par le Secrétariat rural d'Agriculture et Agroalimentaire Canada dans le but d'exporter ce modèle dans d'autres provinces.

Le projet de transfert d'expertise a débuté le 1^{er} octobre 2005 et doit prendre fin en mars 2008. Il consiste à accompagner deux organismes hors Québec, représentatifs des communautés rurales, dans l'adaptation de la formule de la Foire des villages dans leur milieu.

Dans le cadre de cette activité, SRQ a été invitée à participer à un symposium et à un forum sur la repopulation rurale des Maritimes. Le Secrétariat rural du Canada, l'initiateur de l'événement, proposait trois axes de discussion : les jeunes, le rapatriement et l'immigration. Des chercheurs ont eu l'occasion de partager leurs connaissances et leurs résultats de recherche pour chacun de ces thèmes alors que les représentants d'organisations de terrain étaient invités à traduire ces résultats en stratégie afin de mieux cibler ces groupes que sont les jeunes, les rapatriés et les immigrants.

Participation et échanges internationaux

Tous les membres de l'équipe de Solidarité rurale sont fort actifs et participent à de nombreuses rencontres et événements de toutes sortes. En voici un bref aperçu.

Fonds de recherche sur la société et la culture

SRQ est membre du Comité de suivi du projet de recherche élaboré dans le cadre de l'Action concertée *Développement des communautés rurales* financé par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture. L'équipe de recherche a également participé à la sélection des projets de recherche en collaboration avec ses différents partenaires. En outre, elle est membre du Comité de suivi du projet de recherche *Évaluation du dispositif des pactes ruraux* auquel le fonds accorde aussi sa contribution financière.

Services Québec

Le 6 octobre, SRQ assistait à une rencontre avec le ministre des Services gouvernementaux, Pierre Reid, au sujet du nouvel organisme appelé Services Québec. L'objectif de cet organisme qui étendra les services offerts jusqu'à maintenant par Communication Québec est d'améliorer la qualité et l'accès aux services gouvernementaux. Les participants à la rencontre ont pu manifester au ministre leurs inquiétudes et leurs préoccupations au sujet de l'accès à l'information et aux services gouvernementaux dans les régions. Le ministre a signalé sa volonté de faire en sorte que Services Québec agisse en concertation avec les organismes locaux et régionaux (de services communautaires, par exemple) qui offrent des services d'aide ou d'information aux citoyens. Il faut, selon lui, utiliser les « forces du milieu » au maximum.

Décentralisation

Le 16 août, les membres de la direction de SRQ et l'équipe de recherche ont rencontré les auteurs qui collaborent à un projet de publication sur la décentralisation. Les discussions ont notamment porté sur l'avenir de la ruralité et l'importance du facteur démographique, de même que sur le type de gouvernance associé à la décentralisation gouvernementale. Les participants ont également fait part de leurs réflexions au sujet du fil conducteur de l'ouvrage et de la ligne éditoriale.

Développement rural

Un des mandats de SRQ est de promouvoir la revitalisation et le développement du monde rural, de ses villages et de ses communautés. Une des façons d'atteindre cet objectif est d'encourager les initiatives qui valorisent le partage d'expériences et le développement de connaissances, un mandat qui se réalise avec l'Université rurale québécoise.

En 2005, la cinquième édition de cet événement s'est tenue en Outaouais sur le thème *Bâtir une solidarité rurale-urbaine*. En plus de participer au comité d'orientation et de programmation de l'événement, SRQ a contribué à la tenue du 5 à 7 de la solidarité rendant hommage au travail des acteurs sur le terrain.

Agrotourisme

Le Groupe de concertation sur l'agrotourisme au Québec mis en place depuis septembre 1998, a pour principale mission de promouvoir et favoriser le développement de l'agrotourisme. En 2005, il a réalisé un diagnostic du secteur afin de mieux connaître l'état de la situation de l'agrotourisme au Québec, en faisant le portrait de l'offre, de la demande ainsi que des constats portant sur l'organisation du secteur et sur les efforts actuels de développement et de promotion. La démarche a conduit à la tenue d'un Forum le 14 novembre, qui a suscité la participation de plus d'une centaine de producteurs et d'intervenants. Les actes du Forum vont servir à l'élaboration, en 2006, d'un plan de développement et de commercialisation pour l'industrie agrotouristique québécoise. La coalition a participé au comité de suivi du diagnostic ainsi qu'à l'organisation de l'événement.

Les produits de terroir : un sujet d'intérêt mondial

Les 16-17-18 mai 2005, Solidarité rurale du Québec participait à une conférence internationale à St-Louis au Missouri. La conférence portait sur les Indications géographiques, un terme largement utilisé sur la scène internationale. Il réfère aux produits de terroir, aux indications géographiques protégées et aux appellations réservées. Intitulée « Geographical Indications (GIs) and Sustainable Rural Development : Exploring the Connections ».

La rencontre visait à :

- réunir les chercheurs de l'Union Européenne et des États-Unis afin d'explorer les liens entre la recherche concernant les Indications géographiques et les recherches concernant les systèmes alimentaires localisés, un sujet d'étude américain;
- établir un réseau de chercheurs européens et nord-américains afin de stimuler des projets de recherche internationaux;
- susciter l'intérêt à l'intérieur des États-Unis pour les Indications géographiques.



Enfin, les 26, 27 et 28 octobre 2005, SRQ participait au colloque *Des produits de qualité pour des paysages de qualité* initié conjointement par la chaire de paysage et environnement de l'université de Montréal et l'université de la Sorbonne Paris IV. SRQ y a présenté la conférence *Produits de qualité, défis et opportunités face à la mondialisation*. Cette présentation a permis de revenir sur les faits saillants de l'évolution des produits de terroir.

Finalement, le 14 novembre 2005, SRQ participait, par téléconférence, à la consultation de suivi sur les Indications géographiques, une question qui fait l'objet de débats à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Cette consultation a permis d'exposer la position et la stratégie utilisées par le Canada. La position canadienne s'oppose à la position que défend SRQ. Pour la coalition, les Indications géographiques, lorsqu'elles sont encadrées par l'État et donc gérées comme un bien public, sont un instrument d'organisation du territoire car elles permettent d'ancrer les activités économiques dans leur terroir d'origine. À l'opposé, le Canada et un grand nombre de corporations de l'agroalimentaire sont d'avis que la marque de commerce, un droit de propriété individuel, protège adéquatement les producteurs.

Les échanges

De la visite du Sénégal

Le 13 juin, l'équipe de recherche de SRQ a reçu une délégation en provenance du Sénégal qui participait à un échange avec des professeurs du Cégep de Trois-Rivières. Ces rencontres portaient sur l'animation des communautés locales. Les chercheurs ont présenté le rôle de Solidarité rurale et les liens qu'elle a construits avec les agents de développement rural. Les discussions ont touché notamment à la question de la sauvegarde des écoles de village et à l'importance de la mobilisation de la communauté dans ce processus.

Pour leur part, les visiteurs ont parlé du fonctionnement de leur *Programme d'aide aux élus locaux* (PAEL), du rôle de la *communauté rurale* comme structure locale élue regroupant plusieurs villages, de même que du processus de décentralisation en cours au Sénégal. Le PAEL a pour objectif de rehausser les capacités d'action des élus locaux pour en faire des acteurs de première ligne dans la mise en œuvre de la décentralisation. Le projet vise à ce que les élus locaux deviennent non seulement des acteurs responsables et performants à l'égard des compétences décentralisées, mais également des interlocuteurs privilégiés de l'État dans la perspective de revendications ciblées en faveur des collectivités décentralisées et de l'offre des services de proximité.

Et de France...

En 2003, un maillage avait été organisé entre 20 agents ruraux québécois et des agents de développement de la région d'Aquitaine en France. Cette rencontre visait les échanges d'expertises entre les deux continents.

À l'automne 2005, une délégation d'une vingtaine d'agents de développement français était accueillie à son tour par les agents ruraux québécois. Durant leur séjour de deux semaines, les agents français ont participé à l'Université rurale en Outaouais et ont ensuite accompagné les agents ruraux québécois sur leur territoire respectif et participé aux activités courantes du monde rural québécois. La coalition a participé au maillage et à leur accueil en collaboration avec l'Office franco-québécois pour la jeunesse et le ministère des Affaires municipales et des Régions.

Rencontres européennes pour le président de SRQ

Du 7 au 17 juin, le président de SRQ, Jacques Proulx, s'est rendu en France. À Limoges, il a participé aux rencontres européennes concernant les territoires d'accueil, ainsi qu'à la *Foire à l'installation en milieu rural*. Il a également participé à diverses rencontres à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) ainsi qu'à l'Institut national des appellations d'origine à Paris.



Les représentations

Tout au long de l'année les membres de l'équipe de Solidarité rurale ont participé à des comités, groupes de travail ou activités publiques à travers tout le Québec. Des activités qui exigent beaucoup de temps, mais qui sont essentielles tant pour le rayonnement de la Coalition, que pour les idées qu'elle défend. À ce chapitre le président, Jacques Proulx, demeure un conférencier recherché et prisé par tous.

15 janvier	Journée de réflexion <i>L'école du village : son importance et son avenir</i>	Sainte-Félicité
20 janvier	Comité intersectoriel sur la condition des aînés (suite au Forum des générations)	Montréal
21 janvier	Réunion de l'équipe de travail pour le développement de l'école communautaire (suite au Forum des générations)	Montréal
21 janvier	Rencontre avec le réalisateur Robert Cornellier en vue d'un documentaire sur les régions	Montréal
26 janvier	Conférence devant le Groupe conseil agricole de la Matapédia-Matane	Sayabec
29 janvier	Entrevue à Radio-Canada, émission <i>Samedi et rien d'autre</i>	Montréal
31 janvier	Entrevue à Radio-Canada Matane	Téléphone
3 février	Réunion du Comité des partenaires de la ruralité	Montréal
4, 5 et 6 février	Foire des villages	Montréal
8 février	Comité de sélection du mérite Ovation municipale 2005 de l'Union des municipalités du Québec	Montréal
8 février	Comité de réflexion sur l'accessibilité des loisirs en milieu rural	Saint-Hyacinthe
9 février	Rencontre de représentants du ministère du Développement économique et régional et de la Recherche	Nicolet
19 février	Forum agricole de la MRC de Coaticook « <i>Quel genre d'agriculture voulons-nous?</i> »	Coaticook
21 février	Table ronde <i>L'avenir des produits artisanaux alimentaires dans les pays industrialisés</i>	Montréal
22 février	Assemblée générale annuelle de La Coop Fédérée	Montréal
25 février	Rencontre avec des membres du Conseil des appellations agroalimentaires du Québec	Nicolet
4 mars	Réunion de l'équipe de travail pour le développement de l'école communautaire (suite au Forum des générations)	Québec
5 mars	Session d'information du MDCQ sur l'avant-projet de loi sur la réforme des institutions démocratiques	Montréal
5 mars	Comité intersectoriel sur la condition des aînés (suite au Forum des générations)	Victoriaville
9 mars	Rencontre de la Table nationale sur les objectifs de protection et de mise en valeur du milieu forestier	Sainte-Foy
14 et 15 mars	Forum coopératif 2005 du Conseil de la coopération du Québec	Montréal
15 et 16 mars	Session de formation nationale des agents de développement rural	Saint-Paulin
16 mars	Télé-Québec, émission <i>Il va y avoir du sport</i>	Montréal
17 mars	Rencontre sur les États généraux de l'agriculture	Nicolet
22 mars	Rencontre du Comité de développement de la municipalité de Sainte-Geneviève-de-Batiscan	Sainte-Geneviève de Batiscan
24 mars	Lancement officiel de la saison 2005 d'Agriculture soutenue par la communauté d'Équiterre	Québec
31 mars	Rencontre du groupe de travail sur la promotion des appellations attestant de la région de production	Québec
1 ^{er} avril	Assemblée de fondation du <i>Collectif Vigilance Petite-Nation</i>	Plaisance

7 avril	<i>Solidarité rurale en ville. Renouveler le regard sur la ruralité québécoise.</i> Activité organisée par le département de géographie de l'UQAM	Montréal
8 avril	Réunion de l'équipe de travail pour le développement de l'école communautaire (suite au Forum des générations)	Québec
8 avril	Forum sur l'accessibilité des loisirs	Montréal
15 avril	Conférence lors du congrès annuel du Regroupement des offices d'habitation du Québec	Laval
16 avril	Journée de concertation des organismes du milieu	L'Ascension
17 avril	Réunion du Comité intersectoriel sur la condition des aînés (suite au Forum des générations)	Sherbrooke
22 avril	États généraux de l'agriculture	Nicolet
25 avril	Journée de réflexion <i>Chez moi en région</i>	Vaudreuil
26 avril	Rencontre du groupe de travail sur la promotion des appellations attestant de la région de production	Québec
27 avril	Rencontre avec madame Fatima Houda-Pepin	Québec
28 et 29 avril	Congrès de fondation de la nouvelle association regroupant l'ensemble des établissements membres de l'Association des CLSC et des CHSLD du Québec et de l'Association des hôpitaux du Québec	Québec
29 et 30 avril	Congrès annuel de l'Union des municipalités du Québec et remise du prix mérite Ovation municipale	Québec
30 avril	Réunion du Comité intersectoriel sur la condition des aînés (suite au Forum des générations)	La Pocatière
4 mai	Point de presse sur l'avenir de l'agriculture du Québec	Drummondville
4 mai	Réunion du comité de suivi du Fonds d'initiatives de portée nationale	
5 mai	Séminaire santé du Conseil de la coopération du Québec	Trois-Rivières
10 mai	Réunion de l'équipe de travail pour le développement de l'école communautaire (suite au Forum des générations)	Montréal
10 et 11 mai	Colloque <i>Regards sur la diversité des familles : Mieux comprendre pour mieux soutenir</i> du Conseil de la famille et de l'enfance	Montréal
12 mai	Congrès d'orientation de la Fédération des commissions scolaires du Québec	Montréal
17 mai	Rencontre du groupe de travail sur la promotion des appellations attestant de la région de production	Québec
24 mai	Réunion du Comité intersectoriel sur la condition des aînés (suite au Forum des générations)	Québec
4 juin	Congrès annuel de la Fédération québécoise des gestionnaires de ZECs	Jonquière
6 juin	Réunion de l'équipe de travail pour le développement de l'école communautaire (suite au Forum des générations)	Montréal
6 juin	Radio-Canada, émission <i>Des kiwis et des hommes</i>	Montréal
6 juin	Réunion du comité de suivi du Fonds d'initiatives de portée nationale	Québec
13 juin	Institut national de santé publique	Montréal
16 juin	Rencontre d'information portant sur le plan de mise en valeur des produits régionaux et de niche du ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de l'Alimentation	Québec
7 au 17 juin	Rencontres européennes des territoires d'accueil et Foire à l'installation en milieu rural à Limoges et diverses rencontres à la DATAR et à l'Institut national des appellations d'origine à Paris	France
24 juin	Visite de la Biennale internationale du lin de Portneuf et participation au volet « Liens » de cet événement	Deschambault
8 juillet	Radio-Canada, émission <i>Jamais deux sans vous</i>	Montréal
10 juillet	Conférence lors du congrès annuel des Cercles des fermières du Québec	Saint-Hyacinthe
12 juillet	Rencontre du comité d'idéation, Fondation Sedna/Le Massif	Baie-Saint-Paul
30 juillet	Participation au souper <i>Savoir alimentaire</i> dans le cadre de l'exposition agricole	Saint-Hyacinthe
16 août	Rencontre portant sur le projet Décentralisation	L'Avenir



24 et 25 août	Rencontre des préfets des MRC de la Mitis, de la Vallée de la Matapédia et du Rocher-Percé et des maires des municipalités de Sainte-Anne-des-Monts, de Percé et d'Amqui sur le développement de l'énergie éolienne	Carleton
7 septembre	Réunion post mortem du comité de sélection du mérite Ovation municipale 2005 de l'Union des municipalités du Québec	Montréal
12 septembre	Réunion du Comité des partenaires de la ruralité	Maniwaki
12 au 16 septembre	Université rurale québécoise et Accueil d'un groupe d'intervenants français de l'Aquitaine	Outaouais
17 septembre	Salon régional d'animation sur la diversification agricole	Saint-Camille
21 septembre	Visite de Jean-Luc Giordana, directeur général du Conseil des Pays de Lot-et-Garonne, venu présenter le Centre de recherche de l'innovation pour son transfert (CRIT-développement rural).	Nicolet
26 septembre	Forum <i>Viellissement et santé : idées reçues, idées nouvelles</i>	Québec
26 septembre	Réunion du Groupe de concertation sur l'agrotourisme du Québec	Nicolet
27 septembre	Auditions publiques de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation sur le projet de loi n°13 <i>Loi modifiant la Loi sur les appellations réservées.</i>	Québec
30 septembre	Congrès annuel de la Fédération québécoise des municipalités, atelier <i>Les pactes ruraux quatre ans après.</i>	Québec
1 ^{er} octobre	Congrès annuel de la Fédération québécoise des municipalités, forum <i>L' élu, un citoyen impliqué.</i>	Québec
1 ^{er} octobre	Radio-Canada, émission <i>À vous la terre</i>	Québec
3 octobre	Réunion téléphonique du Comité intersectoriel sur la condition des aînés (suite au Forum des générations)	
13 octobre	Journée de réflexion sur l'occupation du territoire dans un contexte de mondialisation	Victoriaville
16 octobre	Conférence dans le cadre de la journée mondiale pour l'élimination de la pauvreté devant le Groupe de réflexion et d'action contre la pauvreté (GRAP) de la région de Lévis et Chaudière-Appalaches	Lévis
17 octobre	Présentation dans le cadre du cours <i>Théorie et pratique du développement local</i> de l'Université du Québec à Montréal	Montréal
18 octobre	Conférence L'encadrement des appellations réservées et tendances des marchés Zip technologique organisé par Cintech agroalimentaire	Saint-Hyacinthe
20 octobre	Rencontre de l'équipe rurale d'Agriculture et Agroalimentaire Canada	Québec
28 octobre	Conférence dans le cadre du Colloque franco-québécois <i>Des produits de qualité pour des paysages de qualité</i> organisé par la Chaire en paysage et environnement de l'Université de Montréal et le Laboratoire Espace et Culture (CNRS) de l'Université Paris IV-Sorbonne	Longueuil
2 novembre	Réunion du Comité de suivi Recherche-Action, Économie-sociale et Ruralité	Québec
8 novembre	Présentation lors de la séance <i>Aspects communautaires et sociaux</i> de la Conférence <i>À la recherche de stratégies de soutien à l'agriculture durable au Canada</i> organisée par l'Institut agricole du Canada	Québec
9 novembre	Rencontre de l'équipe rurale du Québec, volet <i>Jeunes en milieu rural</i>	Québec
11 novembre	Colloque d'orientation <i>Apprendre à réussir ensemble</i> de la Fédération des coopératives de câblodistribution du Québec	Mont-Sainte-Anne
14 novembre	Forum sur l'agrotourisme du Québec	Nicolet
17 novembre	Rencontre régionale des agents de développement rural	Montréal
20 novembre	Brunch-Conférence sur l'importance de la solidarité organisé par la Coop La Bernigeoise	Saint-Bernard-de-Michaudville
23 novembre	Rencontre sur le développement futur du Parc agricole du Bois-de-la-Roche	Montréal
13 décembre	Rencontre préparatoire pour le Salon agricole de Saint-Camille	Saint-Camille
14 décembre	Télé-Québec, émission <i>Il va y avoir du sport</i>	Montréal

Les communications

L'un des mandats de Solidarité rurale du Québec est de faire connaître la ruralité à la fois par ce qui s'y vit que ce qui s'y fait. Au fil des ans, l'équipe de SRQ a développé tout un éventail d'outils afin de multiplier les sources d'information qui sont à la disposition des personnes intéressées. La crédibilité et le rayonnement dont jouit la coalition reposent en bonne partie sur l'attention qu'elle accorde aux personnes qui s'adressent à elle et sur sa capacité à développer des outils répondant aux besoins des citoyens et des organismes. En voici un aperçu.

Les Pages vertes

Véritable vitrine pour les innovations rurales *Les Pages vertes* constituent depuis plus de cinq ans, un répertoire descriptif d'initiatives mises sur pied par les communautés rurales qui ont décidé de prendre en main leur développement. Au cours de ces années, plusieurs projets ont été ajoutés à ce catalogue de bonnes idées et des analyses des facteurs favorisant la réussite ont été produites. Certaines initiatives ont été retirées du répertoire parce qu'elles étaient circonscrites dans le temps ou parce qu'elles n'ont pas connu de suites.

Au cours de l'année 2005, SRQ a revu la méthode de cueillette des données de même que la présentation des innovations rurales. À la fin de l'été, une rencontre a eu lieu avec Jean-Luc Giordana, responsable du Centre de recherche de l'innovation pour son transfert (CRIT Développement rural) venu présenter le travail qui se fait en France pour la reconnaissance des innovations qui s'inscrivent dans le développement des petites communautés.

Sans vouloir calquer la démarche du CRIT Développement rural, cette rencontre nous a inspiré des améliorations. Ainsi, nous chercherons à mieux documenter le portrait de la région où s'inscrit l'initiative, de même que la nature du financement qui la soutient. Nous voulons également faire ressortir le caractère innovant de chaque projet pour faciliter son transfert éventuel.

La mise à jour des initiatives répertoriées va se poursuivre dans l'optique de ce qui précède et l'analyse des projets sera l'affaire d'un comité d'experts qui sera mis sur pied au printemps 2006.

Veille médias

Commencée en 2004, quelques changements ont été apportés à la Veille médias en 2005. L'un d'entre eux est l'augmentation du nombre de sources d'information. Rappelons que ce service consiste à parcourir chaque jour différentes sources d'information (fil de presse, journaux, revues, hebdomadaires, etc.) en fonction des sujets et des thèmes qui intéressent la Coalition. Les informations recueillies sont ensuite regroupées et envoyées sous forme d'un bulletin électronique aux employés et partenaires de SRQ.

Le bulletin *Québec rural*

Grâce à l'appui constant et grandement apprécié du Mouvement Desjardins, six numéros du bulletin *Québec rural* ont été préparés et distribués à près de 2 300 abonnés. Cette publication permet de faire connaître les points de vue de la Coalition sur les différents dossiers touchant le monde rural québécois. De plus, preuve de son utilité, chaque livraison du *Québec rural* provoque une recrudescence des demandes d'information et de référence.

Le site

Le site Internet de Solidarité rurale du Québec reçoit plus de 30 000 visiteurs par année. Dans ses pages, on retrouve une section spéciale dédiée à la Foire des villages et à la recherche sur la migration. De plus la banque de données du centre de documentation peut être consultée via Internet.

Un important travail de réorganisation du site a été fait en 2005 de sorte qu'en 2006, une nouvelle plate-forme sera affichée.

Centre de documentation

Solidarité rurale du Québec a poursuivi, cette année encore, le travail de modernisation de son centre de documentation. Cette réorganisation comprend un élagage suivant l'âge et la pertinence des documents ainsi que leur reclassement à l'aide du logiciel Multilis. À terme, cette opération permettra de mieux répondre aux demandes des chercheurs du domaine rural, à commencer par celles de notre propre service de recherche.

Le centre compte une sélection pertinente d'ouvrages de base sur la ruralité québécoise et étrangère ainsi que sur des sujets qui lui sont directement associés. La collection comprend, outre les documents produits par la Coalition, des ouvrages et des rapports de recherche, des publications gouvernementales ainsi que des documents audio-visuels. Il est possible de consulter le catalogue du centre de documentation via le site Internet de SRQ.

Le centre est à l'usage des employés et de toute personne qui désirent s'informer sur la ruralité. La transmission d'informations et de renseignements aux différents partenaires de la Coalition est une tâche importante qui s'effectue avec beaucoup d'attention. Les demandes adressées au centre en 2005 proviennent de toutes les régions du Québec. La majorité des demandes proviennent des agents de développement rural, des citoyens, des universitaires ou des chercheurs. Elles ont trait principalement au maintien de services de proximité (petites écoles, transport collectif) et aux produits de terroir. Plusieurs personnes souhaitent également obtenir des informations sur la Coalition et ses prises de position.



Les titres les plus en demande

Titre	Sujet traité	Auteur	Année	Coût
L'art d'animer, de décider et d'agir	Propose des balises pour mieux préparer les rencontres et les dynamiser	Anim'Action	1998	3 \$
10 ans de mémoire	Recueil regroupant 26 déclarations, mémoires, documents, rédigés et publiés par Solidarité rurale du Québec de 1991 à 2001.	Solidarité rurale du Québec	Mars 2003	20 \$
Coffret Les terroirs	Produits de terroir québécois	Solidarité rurale du Québec	Septembre 2002	20 \$
L'avenir des petites collectivités avec ou sans services	Éléments de réflexion sur les services de proximité	Mario Carrier et Michèle Doucet	1998	3 \$
Regard sur les approches de développement	Stratégies de développement pour contrer le déclin des collectivités rurales	William A. Ninacs	1998	3 \$
L'ABC des entreprises collectives	Introduction à l'entrepreneuriat collectif en milieu rural	Jean-François Aubin	1999	3 \$
L'ABC du financement	Stratégies de financement pour des projets collectifs	Solidarité rurale du Québec	Février 2002	10 \$
La nouvelle économie rurale	Occasions de développement économique en milieu rural	Solidarité rurale du Québec	Avril 2002	15 \$
La grande roue du développement	Outil de sensibilisation et de mobilisation des populations rurales	Solidarité rurale du Québec	1998	3 \$
La recomposition des territoires ruraux	Dynamique territoriale locale	Bernard Vachon	1998	3 \$
Les quatre temps du projet	Présente le projet en quatre étapes	Christopher Bryant et Michèle Doucet	1999	3 \$
Tant vaut le village, tant vaut le pays	Conditions de réussite du développement rural et difficultés et défis du monde rural	Solidarité rurale du Québec	1998	3 \$
Symposium international sur l'économie des terroirs	Actes du Symposium	Solidarité rurale du Québec	1999	10 \$
Symposium international sur l'économie des terroirs	Cahier du participant du Symposium	Solidarité rurale du Québec	1999	10 \$
La résolution de conflits	Propose des approches de résolutions de conflits	Élise Lemaire	1998	3 \$
L'école au village : mode d'emploi	Informe les ruraux sur les actions à poser afin de maintenir leurs enfants et leur école au village	Solidarité rurale du Québec	Janvier 2000	3 \$
Le village au quotidien	Développement et maintien des services de proximité en milieu rural	Solidarité rurale du Québec	Juin 2001	7 \$
Opérations des villages prospères (1996)	Rapport du groupe de travail	Groupe de travail	Octobre 1996	3 \$
Des élus... leur rôle au village	Vidéo sur le leadership en milieu rural	Solidarité rurale du Québec	Janvier 2002	20 \$
Monde rural québécois et ses centres de services	Étude sur les petites collectivités rurales	Clermont Dugas	Mai 1999	28 \$
Pour un réseau de transport intervillages	Transport en milieu rural	Solidarité rurale du Québec	Décembre 1999	7 \$



À surveiller en 2006

Tout au long de 2005, l'équipe de Solidarité rurale a été fort active dans de nombreux dossiers et il est certain que le travail ne s'arrête pas ici. 2006 sera une année où les nombreux dossiers en cours se poursuivront mais également, où certains autres verront le jour. C'est donc dire que la 14^e conférence nationale, prévue en mars, sera à surveiller, mais s'ajoute aussi au programme la mise sur pied d'un nouveau site Internet tout à fait renouvelé, une grande tournée des régions du Québec ainsi que la relance des émissions de radio prévue pour l'automne.

Le Renouveau de la *Politique nationale de la ruralité*

Pour SRQ, le renouvellement de la *Politique nationale de la ruralité* constituera certainement le dossier prioritaire de 2006. Des démarches de consultation sont déjà entreprises et des recherches sont menées dans le but de produire un avis que SRQ déposera au ministère des Affaires municipales et des Régions pour contribuer à la réflexion entourant la prochaine *Politique nationale de la ruralité*.

Gouvernance et démocratie locales

Pour faire suite aux interventions dans le dossier de l'élection du préfet au suffrage universel, les chercheurs de SRQ continueront d'étudier les différents aspects de la gouvernance et de la démocratie locales. La décentralisation, le mode de scrutin, la participation de la société civile au dynamisme de la collectivité locale constituent des sujets d'intérêt qui demandent d'être approfondis. Par ailleurs, le développement durable, les services de proximité et l'expression des cultures et des patrimoines locaux seront aussi des sujets de veille et de documentation.

Migration villes-campagnes

Au chapitre des migrations villes-campagnes, de l'immigration en milieu rural et plus généralement, du phénomène de la néoruralité, le travail se poursuit également. La recherche sur les migrations villes-campagnes, débutée en janvier 2004, mènera à la publication, en 2006, de deux guides, l'un destiné aux candidats à la migration dans les territoires ruraux, l'autre aux communautés d'accueil.

En outre, grâce à un programme du Secrétariat rural du Canada, SRQ participe à des échanges sur la question avec des communautés hors Québec. De plus, *les Pages vertes* recensent un bon nombre d'initiatives communautaires relativement à la migration et pour l'année qui vient, elles mettront l'emphase sur l'innovation des communautés en cette matière. Enfin, un site Internet entièrement dédié à la problématique des migrations et de la néoruralité prend actuellement forme. Il sera mis en ligne dans les prochains mois et permettra de mettre en réseau les communautés et les migrants potentiels. Au cours de l'année 2006, SRQ prévoit également regrouper ces activités à l'intérieur d'une stratégie de développement qui lui permettra de devenir une référence en matière de migration et de néoruralité.

Les terroirs

En décembre 2005, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec a déposé un projet de *Loi sur les appellations réservées et les termes valorisants*. Bien que ce nouveau projet présente des améliorations sur les projets précédents, la coalition est déçue que la protection du terme terroir ne soit pas explicite. De plus, d'autres questions demeurent, notamment celles concernant les moyens techniques et financiers dont disposent le Conseil d'accréditation qui hérite de nouvelles responsabilités.

Ce projet, accepté dans ses principes, fera l'objet d'une étude détaillée le 28 février et les 7, 8 et 9 mars 2006. SRQ assistera à ces audiences et y réitérera ses demandes concernant la protection du terme terroir et l'instauration d'une véritable stratégie de développement assortie de moyens financiers et techniques afin d'assister les artisans.

Solidarité rurale du Québec

85, rue Notre-Dame

Bureau 204

Nicolet (Québec) J3T 1V8

Tél.: (819) 293-6825

Télec.: (819) 293-4181

www.solidarite-rurale.qc.ca

srq@solidarite-rurale.qc.ca